



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **-8 SEP. 2022**

**portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin de se mettre en conformité
avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019
pour son site de carrière d'Altkirch (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8-I ;

VU l'article L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une carrière de roche calcaire et de marne située Chemin des Carrières à Altkirch (68130) par la société Holcim Haut-Rhin ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 17 juin 2022 ;

VU le rapport du 12 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que l'exploitant a choisi d'obtenir le débit d'eau requis à l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé au moyen des réserves d'eau disponibles sur le site au niveau du plan d'eau dénommé « étang Nord » ;

Considérant que le plan d'eau dénommé « étang Nord » est situé à une distance supérieure à 100 mètres des installations, bâtiments et stockages présentant un risque d'incendie, ce qui constitue un non-respect de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant que la mise en œuvre de l'eau présente dans l'étang Nord nécessite la réalisation d'une plate-forme d'aspiration conforme aux caractéristiques fixées par l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2022, l'absence d'une plate-forme d'aspiration à proximité du plan d'eau « étang Nord », ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Holcim Haut-Rhin, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 14-16 boulevard Garibaldi – 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé pour l'exploitation de sa carrière d'Altkirch (68130).

Article 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 8.3.1. de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« [...] »

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation ; a minima la défense extérieure contre un incendie doit répondre aux conditions suivantes :

- *un débit minimum de 60 m³/h ; ce débit est nécessaire pendant 2 heures consécutives ; il est mis en œuvre par des moyens tels que :*

1. soit des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. soit des réserves d'eau disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Les moyens de mise en œuvre sont situés à proximité des installations, bâtiments ou stockages présentant un risque d'incendie ; notamment :

- le point d'eau incendie le plus proche de l'installation doit se situer à moins de 100 mètres de cette dernière,*
- les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours),*

[...]

Pour une éventuelle mise en œuvre de l'eau présente dans la partie en eau de la carrière, une plate-forme d'aspiration doit être réalisée à proximité de la partie en eau ; cette plate-forme doit avoir les caractéristiques suivantes :

- surface de 32 m² minimum,*
- aire bétonnée ou réalisée en gravier tassé et stable,*

- hauteur d'aspiration (différence entre la cote de la plate-forme et la surface du plan d'eau) au maximum de 5,50 m,
 - bordée par un talus en maçonnerie, ou réalisé en matériau tout venant, du côté de l'eau,
 - établie en pente douce (2 cm par mètre),
 - avec signalisation du point d'aspiration,
 - accessible et utilisable en toutes circonstances.
- [...] »

Article 3 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **- 8 SEP. 2022**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

